

Ouganda

Benjamin Mutambukah, Chebet Mungech
Yesho Alex, Loupa Pius
Penninah Zaninka, Edith Kamakune



Les peuples autochtones d'Ouganda comprennent d'anciennes communautés de chasseurs-cueilleurs, comme les Benet et les Batwa. Ils comprennent également des groupes minoritaires tels que les pasteurs Ik et Karamojong et Basongora qui ne sont pas spécifiquement reconnus comme peuples autochtones par le gouvernement.

Les Benet, qui sont un peu plus de 8 500, vivent dans le nord-est de l'Ouganda. Les quelque 6700 Batwa vivent principalement dans la région du sud-ouest et ont été dépossédés de leurs terres ancestrales lorsque les forêts de Bwindi et de Mgahinga ont été classées comme parcs nationaux en 1991.¹

Le nombre d'Ik est d'environ 13 939 et vit à la lisière de la région de Karamoja / Turkana le long la frontière Ouganda / Kenya.

Le peuple Karamojong vit dans le nord-est du pays et était au nombre de 1 025 800² au moment du recensement national de 2014.

Les Basongora, au nombre de 15 897, sont une communauté d'élevage de bétail vivant dans les basses terres adjacentes au mont. Rwenzori dans l'ouest de l'Ouganda.

Toutes ces communautés ont une expérience commune de l'absence de terres induites par l'État et des injustices historiques causées par la création de zones de conservation en Ouganda. Ils ont subi diverses violations des droits de l'homme, notamment des expulsions forcées continues et / ou des exclusions de terres ancestrales sans

consultation de la communauté, consentement ou compensation adéquate (ou aucune). Les autres violations comprennent la violence et la destruction de maisons et de biens, y compris le bétail, le déni de leurs moyens de subsistance et de leur vie culturelle et religieuse par leur exclusion des terres ancestrales et des ressources naturelles. Toutes ces violations ont entraîné leur appauvrissement continu, leur exploitation sociale et politique et leur marginalisation.

La Constitution de 1995 n'offre aucune protection expresse aux peuples autochtones, mais l'article 32 oblige l'État à prendre des mesures affirmatives en faveur de *groupes qui ont été historiquement désavantagés et discriminés*. Cette disposition, qui a été initialement conçue et envisagée pour remédier aux désavantages historiques des enfants, des personnes handicapées et des femmes, est la source juridique fondamentale de l'action affirmative en faveur des peuples autochtones en Ouganda³

La loi foncière (Land Act) de 1998 et la Loi sur l'environnement (*National Environment Statute*) de 1995 protège les intérêts coutumiers des terres et les utilisations traditionnelles des forêts. Cependant, ces lois autorisent également le gouvernement à exclure les activités humaines dans toute zone forestière en la déclarant zone protégée, annulant ainsi les droits fonciers coutumiers des peuples autochtones.⁴

L'Ouganda n'a jamais ratifié la Convention n ° 169 de l'OIT, qui garantit les droits des peuples indigènes et tribaux dans les États indépendants et il était absent lors du vote sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) en 2007.

Évènements en 2019

Expansion des parcs nationaux au Karamoja

La mobilité fait partie de la stratégie pastorale des Karamojong pour avoir l'accès à l'eau selon la saison, aux pâturages, aux marchés et pour s'adapter à la variabilité du climat dans les terres sèches. La sous-région du Karamoja abrite la Réserve sauvage nationale de la vallée de Kidepo, qui est la deuxième plus grande réserve de l'Ouganda. Le parc couvre les terres sèches de pâturage traditionnel des bergers karamojong dans les villages d'Ousake, Kamion, Morungole, Kawalakol, Lotukei et Lokori et abrite une abondante diversité d'espèces florales et fauniques.

La déclaration de la zone en Réserve sauvage (*game park*) en ne tenant pas compte des intérêts de la communauté a inévitablement alimenté le conflit incessant entre les villageois et l'Autorité pour la Faune ougandaise (UWA). Malheureusement, l'UWA continue de revendiquer plus de territoire pour en faire des zones de préservation, interdisant ainsi les bergers à se rendre sur les pâturages et les points d'eau. C'est ce qui se passe aux collines de Koteen, de Matheniko, au corridor de la réserve faunique de Bokora, au corridor de la réserve faunique de Pian Upe et au corridor de la réserve sauvage nationale de la vallée de Kidepo.

En octobre 2019, l'UWA a étendu les frontières des réserves de Matheniko Bokora et de Koteen Loyora et installé des signaux lumineux dans les pâturages du village de Kalosaris, pendant la saison sèche, des pâturages qui étaient auparavant utilisés par les bergers matheniko, bokora et jie (clans de bergers karamojong). L'expansion des parcs

nationaux s'est faite sans consultation préalable auprès des communautés, ce qui a engendré d'autres conflits.

Amendement de la loi sur la faune

La loi sur la faune amendée en 2018 permet de dédommager des familles et des communautés dont les propriétés ont été détruites par les animaux sauvages se trouvant en dehors des zones de préservation. Mais malgré cela, les villages pastoraux situés dans les sous-comtés de Sidok, Loyoro, Lolelia, Lobanya et Lokomebu, dans les districts de Kaabong et Kotido, dont le bétail et les plantations ont été détruits par des éléphants et des buffles en 2019, n'ont pas reçu de compensation. La loi sur la faune ne prévoit pas de compensation dans le cas où un individu est tué par un animal sauvage, mais en prévoit une pour les plantations. En revanche, elle prévoit une peine d'emprisonnement à vie pour quiconque pris sur le fait de tuer un animal sauvage ou en possession des restes d'un animal sauvage.

Insécurité et Mémorandum d'entente entre l'Ouganda et le Kenya

De bonnes nouvelles sont parvenues de la région du Karamoja en septembre 2019 lorsque les gouvernements kenyan et ougandais ont formellement reconnu l'importance d'une mobilité pastorale transfrontalière, par la signature d'un mémorandum d'entente (MoU). La mobilité transfrontalière est un mécanisme de défense important contre les effets du changement climatique, qui se manifestent par de plus en plus de conflits entre les communautés pastorales provoqués par la concurrence grandissante pour les ressources naturelles (la pâture et l'eau), et associée au vol de bétail.

La municipalité moroto dans la région du Karamoja a accueilli les présidents ougandais Museveni et kenyan Uhuru Kenyatta pour la signature du mémorandum. Ils étaient accompagnés du ministre ougandais aux Affaires du Karamoja et les membres du parlement du Karamoja, des Pokot et des Turkana pour être témoins de la signature du mémorandum. Le but du mémorandum est de promouvoir une paix et une croissance durable entre le territoire du Karamoja en Ouganda et le Pokot oriental ainsi que le Turkana au Kenya. Le mémorandum souligne l'importance du partage des ressources, de la création d'espaces pour les opportunités, la collaboration et la coordination pour la coexistence pacifique intracommunautaire. Le mémorandum a pour objectif d'apaiser les conflits en engageant le gouvernement local et celui du comté afin de réagir rapidement face aux conflits naissants, en mettant un terme au flux illégal d'armes, en renforçant la résilience communautaire, par une meilleure surveillance du vol de bétail, en améliorant le traitement des maladies et le développement d'infrastructures et des moyens de subsistance et de sécurité alimentaire. Cependant, de nombreux conflits ont éclaté après sa signature. Ces conflits sont en partie attribués aux points faibles du mémorandum comme le manque de soutien financier et d'engagement actif des deux gouvernements. Seul le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) finance le projet de travail commun d'une valeur de 950,847 dollars. Selon quelques études, l'Ouganda a besoin d'augmenter les bénéficiaires des interventions du mémorandum avec l'adoption de la politique tant attendue sur la gestion des pâturages et l'activité pastorale. Cette politique facilitera l'utilisation efficace et durable ainsi que la gestion des ressources de pâturage comprenant l'eau, les forêts, les champs et le bétail. De plus, elle permettra une meilleure préservation de la nature et la protection de la biodiversité présente dans le plus grand corridor de bétail de l'Ouganda qui se trouve au Karamoja.

Conflits et épidémie de fièvre aphteuse

Pendant la saison sèche au début de septembre 2019 jusqu'à la fin de l'année, on a reporté aux organisations de paix DADO, KDF et KAPDA⁸, 10 vols de bétail et 8 altercations entre l'unité de défense locale/ les forces de défense des populations ougandaises (*Local Defense Unit/ Uganda Peoples Defense Force* (UPDF) et les bergers kenyans du Turkana.

L'eau et les pâtures insuffisantes au Turkana les ont forcés à se rendre sur les terres utilisées par les bergers jie et matheniko, ce qui a provoqué une pression soutenue sur le peu de ressources en eau et en pâtures déjà disponibles et a alimenté les conflits intracommunautaires.

En conséquence de la concentration élevée de bétail sur le peu de terrain où les champs et l'eau sont accessibles, les maladies du bétail. Une épidémie de fièvre aphteuse en novembre 2019 a conduit à la fermeture des marchés de bétail aux districts de Karenga, Kaabong, Kotido, Abim, Napak et Lira, et on pense que cette fermeture prendra fin en août 2020. Fin 2019, la vaccination du bétail n'avait pas encore commencé. Pour de nombreux bergers dont le bétail leur assure un revenu et de la nourriture, ils vivent aujourd'hui dans l'insécurité financière et alimentaire.

Exploitations minières

L'exploitation continue des mines d'or en plus des baux fonciers par les mineurs/compagnies minières dans les sous-comtés de Lopedo et Rupa dans les districts de Kaabong et Moroto, ont refusé aux bergers l'accès aux pâturages et à l'eau. Pour rendre les choses plus difficiles, les points d'eau sont contaminés au mercure, substance toxique que les mineurs utilisent. Les mineurs brûlent les pâtures et creusent des trous profonds causant des accidents et bloquant les routes aux bergers pendant la pâture. Le brûlage, la déforestation et l'utilisation du mercure sur le territoire détruisent les pâturages et entraînent la dégradation environnementale et la désertification.

Le changement climatique menace l'existence des Basongora

Le changement climatique a un effet sur la sédentarisation humaine puisqu'il oblige la population à migrer continuellement à la recherche d'eau et de pâture. Dans le processus migratoire, à la fois les hommes et le bétail sont exposés aux dangers. En 2019 par exemple, un lion (probablement à la recherche d'une proie) a attaqué un homme musongora chez lui et l'a tué. C'est un cas parmi d'autres cas de lions, hyènes et autres animaux sauvages, qui tuent des gens, des vaches et des chèvres. L'élimination du bétail rend les gardiens de troupeaux basongora plus vulnérables puisqu'il affecte directement leur source de nourriture. Résultant du changement climatique, les animaux domestiques ont eu tendance à s'éloigner des habitations à la recherche de pâtures. En septembre 2019, un homme musongora a fait paître ses vaches dans le parc national de la reine Elizabeth. Il y a eu confrontation entre les officiers de l'Autorité pour la faune ougandaise (*Uganda Wildlife Authority -UWA*) qui ont saisi ses 150 vaches. L'affaire s'est terminée au tribunal où les officiers de l'UWA ont prétendu qu'ils n'en avaient saisi que 136. L'UWA a pu obtenir la décision du tribunal de mettre aux enchères et de vendre 30 têtes du troupeau, car elle devait rembourser les frais de poursuite judiciaire. Ainsi, le berger a perdu 44 têtes, alors que le parc national couvre ce qui était légitimement la terre ancestrale du peuple basongora, mais que le gouvernement a pris de force. Les

Basongora se trouvent alors au cœur d'un paradoxe où ils doivent vivre et rendre allégeance à un gouvernement qui a créé un espace dans lequel ils ont été dépossédés de leur terre ancestrale et où les animaux sauvages attaquent les membres de la communauté et leur bétail. Le peuple basongora considère que les lois ougandaises favorisent davantage les animaux sauvages que la population.

Les activités de préservation violent les droits humains du peuple benet

Les droits fonciers des Benet ne sont pas mieux en 2019. Le gouvernement a continué à nier les droits de la communauté benet et ces derniers ont continué à faire pression pour leurs droits. La création du Parc national du Mount Elgon en 1992 a entraîné la dépossession des Benet de leur terre ancestrale. En dépit d'une décision juridique positive de 2005 déclarant les Benet comme habitants historiques et autochtones de cette zone, ayant le droit d'y rester et d'y développer leurs activités économiques sans contrainte, le harcèlement et les violations des droits humains continuent.

En 2019, l'UWA a continué à harceler les Benet lorsqu'elle les a surpris à développer leurs activités économiques, comme la pratique de faire paître leurs élevages. La loi sur la faune amendée en 2018 donne à l'UWA plus de pouvoirs que par le passé pour harceler les Benet quand ils sont dans la forêt. Par exemple, tout individu surpris dans la forêt doit payer une amende équivalente à 139US\$ ou encourt l'emprisonnement pour une durée inconnue du peuple benet. Concernant les animaux errants, l'amende par animal est l'équivalent de 14US\$ pour une vache, 8US\$ pour une chèvre, 56US\$ pour un chien, 6US\$ pour un chat et 14US\$ pour un poulet. Un individu surpris à uriner dans le parc doit payer une amende de 28US\$. Ces restrictions punitives renient aux Benet leur droit de jouir de leur terre, comprenant l'accès aux champs, aux herbes médicinales et aux sites culturels. Fin septembre 2019, l'UWA a surpris quelques Benet faisant paître près de la frontière du Parc national du Mount Elgon. Kiprotich, Simon, un des jeunes garçons, a presque été battu à mort par les gardes de l'UWA. Sa mère, qui n'était pas loin en train de traire ses vaches, a donné l'alerte, ce qui a attiré le voisinage. La communauté a contre-attaqué en poursuivant en justice les rangers de l'UWA, qui se sont enfuis sans accident. Toutefois, la station de l'UWA a été démolie et rasée, ce qui a engendré d'autres conflits.

Le 23 février 2019, un garçon nommé Alfred Cheratta a été battu à mort par les rangers de l'UWA lorsqu'il a été surpris à récolter des chevrons pour monter sa maison en toit d'herbe. Cela a eu lieu dans la plantation gouvernementale de bois tendre de Kapkwata dans le district de Kween. Aucune compensation n'est envisagée. Le 3 juillet 2019, un homme benet, nommé Cherop Sam a été tué par les gardes de l'UWA alors qu'il conduisait une moto dans le sous-comté de Chekwasta à Kapsekek. La raison était qu'ils effrayaient les animaux sauvages qui venaient envahir le village. Folle de rage, la communauté s'est vengée en tuant un membre du personnel de l'UWA. Depuis, plusieurs hommes du village benet ont été arrêtés pour avoir fait la loi, parmi eux M. Malinga Acasha, un conseiller de district originaire du sous-comté de Suam et du district de Bukwo. On dit qu'il a incité la communauté à se venger. L'endroit où se trouvait M. Malinga, jusqu'à la fin 2019 était encore inconnu. Le 6 septembre 2019, la communauté benet, avec l'aide d'une organisation non gouvernementale *Solidarity Uganda*, a organisé une manifestation pacifique contre l'appropriation foncière par l'UWA, en marchant du sous-comté de Benet au sous-comté de Kwosir. Malgré cela, l'UWA n'a pas changé ses pratiques.

L'impact du changement climatique sur les Benet

Les effets du changement climatique sur les Benet sont apparus en 2019 suite à une pluie imprévisible. Les premières pluies qui devaient tomber habituellement fin février ont eu lieu en mai au moment où elles prenaient fin. Elles ont continué et chevauché la deuxième vague de pluies qui normalement durent d'août à octobre et ainsi jusqu'en décembre. Les longues pluies chargées ont causé des inondations et des coulées de boue, qui ont fortement affecté la production alimentaire. Cela provoquera inévitablement un manque de nourriture en 2020.

Impact du changement climatique sur les Batwa

Les effets du changement climatique sur les Batwa s'aggravent de jour en jour. N'ayant pas de terre, ils ne peuvent pas se fixer à un endroit pendant une longue période et doivent se déplacer périodiquement sur de longues distances à la recherche d'eau, de nourriture et de bois pour se chauffer. Souvent, leurs femmes se font violer, battre ou tuer par les gardes-chasses qui ne veulent pas qu'elles pénètrent dans les parcs nationaux pour avoir accès aux ressources naturelles comme du bois, des plantes médicinales, de l'eau. À cause de la longue période de pluies liée au changement climatique en 2019, la zone montagneuse du district de Kisoro et quelques endroits des districts avoisinants ont subi des coulées de boue. Elles ont causé la mort d'une femme originaire de Rushayu dans le village batwa à Murubindi district de Rubanda. Les glissements de terrain ont causé la destruction de 4 maisons batwa dans le village de Gitebe, sous-comté de Kanaba. Des cultures ont été détruites par les fortes pluies et les glissements de terrain, ce qui signifie que toutes les récoltes pour 2020 seront pauvres et aggraveront l'insécurité alimentaire. Enfin, résultant des glissements de terrain en 2019, quelques habitations ont été balayées, privant les familles de toit. Ce constat est grave, car les Batwa sans terre vivent principalement sur les terres d'autres gens. Dans presque tous les cas, les propriétaires fonciers interdisent aux Batwa de construire des habitations permanentes et d'enterrer leurs morts sur le territoire. Comme mécanisme de défense face au changement climatique, les quelques Batwa qui possèdent de la terre y ont planté quelques arbres pour éviter les glissements de terrain. De plus, ceux qui ont des habitations en toit de tôle ont essayé de construire des réservoirs pour collecter l'eau de pluie et cultiver. D'autres ont construit des fours basse - consommation, nécessitant peu de bois de chauffage, contrairement aux fours extérieurs traditionnels. On espère que la communauté batwa continuera à progresser et sera capable de bâtir des structures d'adaptation et de mitigation afin d'encourager la résilience au changement climatique.

Éducation chez les Batwa

Malgré les difficultés auxquelles les Batwa sont confrontés en raison du changement climatique, on constate quelques développements positifs dans la communauté. En 2019 par exemple, 3 Batwa (1 femme et 2 hommes) ont obtenu des diplômes de licences. Deux d'entre eux avec une licence en travail et administration sociale et l'autre avec une licence d'enseignement. C'est un progrès notable dans le village batwa qui essaye petit à petit d'avoir accès à l'éducation. En outre, d'autres enfants batwa ont passé des diplômes pour le premier niveau, le niveau ordinaire et le niveau avancé. Ils attendent les résultats et feront leur rentrée dans les écoles secondaires et les universités. On s'attend à ce que l'enseignement leur ouvre des opportunités pour trouver d'autres moyens de subsistance, comme l'emploi rémunéré, et l'entrée dans la vie active.

Développements positifs

Sur une note positive, il y a une volonté politique favorable en plein essor envers les peuples autochtones de l'Ouganda. Par exemple, le gouvernement ougandais, via le ministère de la Parité, du Travail et du Développement social (MGLSD) avec le soutien du Département des affaires économiques et sociales des Nations-Unies, est sur le point de rédiger le *National Affirmative Action Programme for Indigenous People in Uganda (NAAP)* concernant les questions politiques. De plus, les populations autochtones et les communautés ougandaises se sont réunies suivant les programmes en cours dans le MGLSD, un comité de 23 membres. Le président du comité est le secrétaire permanent du MGLSD. Chacune des cinq communautés autochtones de l'Ouganda est représentée par deux membres, un homme et une femme. Avec le soutien du Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones (IWGIA), ces derniers ont pu envoyer un membre de la communauté benet pour participer à la session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) à Banjul, en Gambie, en octobre 2019.

Notes et références

1. United Organisation of Batwa Development in Uganda (UOBDU), 2004. *Report about Batwa data*. August 2004, Uganda, p.3.
2. Uganda Bureau of Statistics 2016, National and Housing and Population Census 2014. Available at: <http://library.health.go.ug/publications/leadership-and-governance-monitoring-and-evaluation/population/national-population-and>
3. Minority Rights Group International (MRG), 2001, Uganda: The marginalization of Minorities (p.9), Available at: <https://minorityrights.org/publications/uganda-the-marginalization-of-minorities-december-2001/>
4. *Land Act (1998)*, Articles 2, 32; and *National Environment Statute (1995)*, Article 46.
5. Amendments circular; <https://www.primeugandasafaris.com/safaris-news/president-museveni-approves-the-uganda-wildlife-act-2019-uganda-safari-news.html>
6. The Kenya-Uganda (Turkana/West Pokot-Karamoja) Cross-Border Programme for Sustainable Peace and Development Implementation Roadmap: Joint Work plan 2019+(2020-2023)
7. Loupa, 2019 – Article -Who gains from the Uganda –Kenya cross border MoU. http://www.celep.info/wp-content/uploads/2019/09/2019-Who-gains-from-the-Uganda-Kenya-cross-border-MoU_Loupa-Pius_FINAL-270919.pdf
8. DADO – Dynamic Agro-pastoralist Development Organisation, KDF – Karamoja Development Forum, KAPDA – Karamoja Peace and Development Agency).

Benjamin Mutambukah is formerly the Coordinator of the Coalition of Pastoralist Civil Society Organisations in Uganda and Chairman of the Eastern and Southern African Pastoralists Network (ESAPN). He is currently ESAPN representative on the Global Steering Committee of the World Alliance of Mobile Indigenous Peoples (WAMIP). He is passionate on matters of human rights for marginalised communities.

Chebet Mungech is the Coordinator of Mt. Elgon Benet Indigenous Ogiek Ndorobos (MEBIO).

Yesho Alex is the Chairperson of MEBIO.

Loupa Pius is a Project Officer at the Dynamic Agro-pastoralist Development Organisation.

Penninah Zaninka is the Coordinator of the United Organization for Batwa Development in Uganda (OUBDU).

Edith Kamakun is a human rights and conflict resolution practitioner in Uganda.

Source : IWGIA *The Indigenous World* 2020

traduction pour le GITPA par Constance Vaganay